



SOCIAL

Les fonctionnaires ne veulent pas se laisser faire

AUBE ACTUALITÉS

SOCIAL

La fonction publique est « à la rue »

Environ 400 personnes ont répondu à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales, hier, pour protester contre la réforme à venir de la fonction publique.

En temps normal, le corps humain est composé d'environ 65 % d'eau. Pour les 400 personnes qui avaient répondu à l'appel de l'intersyndicale pour manifester dans les rues de Troyes, hier matin, cette proportion était sans doute plus proche des 80 %, si l'on tient compte du poids de l'eau dans les chaussures et les vêtements à la fin du cortège.

« *Macron ! Ferme le robinet !* », s'est même écriée une militante à l'approche du quai Lafontaine. Vent, pluie à torrent et, même, quelques petits grêlons au moment de déboucher sur le rond-point West-et-Wood, non loin de la Direction départementale des territoires et de la piscine Lucien-Zins, les éléments n'ont pas épargné les manifestants. C'est d'ailleurs à ce moment, au plus fort de la pluie, qu'une partie du cortège a préféré plier bagage pour aller se sécher ailleurs.

LA RÉFORME

DE LA FONCTION PUBLIQUE

Pourtant, la majorité d'entre eux est restée jusqu'au bout. C'est que le temps presse pour se faire entendre : la réforme de la fonction publique, contre laquelle ils manifestaient, doit être discutée à l'Assemblée nationale à partir du lundi 13 mai. Ce texte ne vient pas seul : il fait suite à la réforme de l'Éducation nationale entamée par le ministre Jean-Michel Blanquer, et à la réforme de la justice, votée le 19 février, et qui prévoit la fusion des tribunaux d'instance et de grande instance au sein de tribunaux judiciaires, ainsi que la fusion des greffes des conseils prud'homaux avec ceux des tribunaux judiciaires.



Postiers, hospitaliers, enseignants, territoriaux, toutes les branches et tous les syndicats de la fonction publique étaient dans la rue, hier. (Photo : L. PETIOT)

Si l'on ajoute le mal-être récurrent du personnel hospitalier et le recours de plus en plus courant aux contractuels (plus d'un million en France, aujourd'hui, selon les syndicats), la coupe est pleine. Et ce n'est pas une goutte de plus ou de moins qui va l'empêcher de déborder.

Au moment du départ, vers 10 h 30, devant l'hôtel de ville de Troyes, ils étaient tous là. Bleus, orange, jaunes ou rouges, les chasubles et ponchos multicolores montraient toute la diversité du paysage syndical aubois. Ce n'est pas une mince affaire, puisque, même pour le 1^{er}-Mai, il y en a toujours un qui fait

bande à part. Cette fois, FSU, CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, SNUIPP, UNSA, pas un sigle ne manquait pour protester contre « *une politique contraire aux intérêts de la population* ».

LES LIMITES DU « EN MÊME TEMPS »

Dans le cortège, des territoriaux, des

« Certains diront que nous ne sommes jamais contents. »

Un orateur

AUBE ACTUALITÉS

postiers, des enseignants, des hospitaliers (réunis derrière leur propre banderole, ceux-là, mais il est vrai qu'ils ont beaucoup protesté ces dernières années). « Certains diront que nous ne sommes jamais contents et que nous voyons toujours le verre à moitié vide », déclarait un des orateurs, lors de la dernière prise de parole. « Mais nous venons d'être échaudés », a-t-il continué. « Quand, en début de quinquennat, les effectifs de REP (Réseaux d'éducation prioritaire, NDLR) ont été limités à 12, nous avons tous sauté de joie. Mais, très vite, on nous a expliqué qu'en même temps, on allait supprimer des postes d'enseignants alors que le nombre d'élèves augmentait et que cette réforme, qui semblait généreuse, allait dégrader les conditions d'enseignement de tous les autres. » Pour les manifestants, le « en même temps » présidentiel a ses limites, et la réforme de la fonction publique semble bien en être une. ■

Un article de Yann TOURBE
publié dans *Libération Champagne*
n° 25669 vendredi 10 mai 2019

BAR-SUR-AUBE : « Mon avenir ? La fonte des classes ! »

Alors qu'ils étaient soixante pour la mobilisation du 1^{er}-Mai à Bar-sur-Aube, sur le pouvoir d'achat entre autres, seuls quarante manifestants se sont déplacés pour écouter notamment le discours de Patrick Gracia, de l'union locale CGT.

« Le pouvoir exécutif poursuit une politique néfaste à la population, néfaste aux agents publics. »

Et de pointer les dégradations de travail liées aux suppressions de postes et au refus d'augmenter l'indice de salaire. Lui et les manifestants ont dans le viseur le projet de loi sur la fonction publique, la loi Blanquer.

Claude Miss, enseignant à l'école Arthur-Bureau, a donné son sentiment et partagé ses inquiétudes relatives à l'éducation des enfants.

Des enfants d'ailleurs, il y en avait deux, ce jeudi. Âgés de 8 et 10 ans, ils portaient des pancartes, dont l'une avec l'inscription suivante : « Climat – École : même combat ; Mon avenir ? La fonte des classes ! »

Vu la faible affluence, les manifestants sont restés sur la place de l'hôtel de ville, à écouter des chansons révolutionnaires et de résistance contre l'ordre établi. **Pierre Léziart**



Claude Miss, enseignant, a pris la parole devant quarante personnes.